

TERMES DE RÉFÉRENCE

[Consultant international – Côte d'Ivoire DFA]

Lieu:	Côte d'Ivoire
Date limite d'inscription:	N/A
Type of Contrat:	Contrat Individuel
Niveau de poste:	Consultant national
Langues requises:	Français
Durée du contrat initial:	10 avril au 30 avril - (21 jours)

CONTEXTE ET BACKGROUND

La Côte d'Ivoire déroule depuis 2017 sa feuille de route en faveur des ODD en s'appuyant sur la méthodologie MAPS (Mainstreaming, Acceleration, Policy, Support) développée par les Nations Unies. Cet exercice a permis de mesurer le degré d'alignement du PND 2016-2020 et des politiques sectorielles sur les ODD ; ainsi, sur la base des 105 cibles des ODD (compte non tenu des 64 cibles relatives aux moyens de mise en œuvre), ce degré d'alignement a été estimé à 83% : 5% d'alignement total et 78% d'alignement partiel.

La Côte d'Ivoire a confirmé à son engagement à participer à la phase pilote du CNIF/INFF dont l'opérationnalisation pourrait tirer profit de la revue conduite en mars 2016 sur le même sujet¹ avec l'appui du PNUD. Cette revue avait été menée en s'appuyant sur les principes du DFA (Development Finance Assessment), outil développé par le PNUD et amélioré dans le cadre de l'opérationnalisation du CNIF/INFF. Un rapport diagnostic et un plan d'actions ont été préparés à la suite de cette mission. La section de la revue traitant du financement avait accordé une certaine importance à l'APD, la coordination de l'aide et la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA). Même si l'APD va continuer à être une source importante de financement du développement durable, il serait important, lors de la phase pilote du CNIF/INFF, d'accorder une attention particulière à la mobilisation des ressources internes et à la contribution du secteur privé aux ODD (développement par les entreprises privées de stratégies ODD et de modèles d'affaires conformes aux principes du « SDG Impact », PPP en faveur des ODD...).

L'évaluation du financement du développement (Development finance Assessment – DFA – en anglais) est un exercice particulièrement précieux pour mesurer les flux actuels de financements internes (fiscalité, investissement privé, etc.) et externes (transfert de la diaspora, aide au développement, investissement direct étranger, capital investissement, etc.) de l'économie, le potentiel réel d'élargissement et d'approfondissement des sources de financement du développement et surtout pour définir les réformes indispensables à mettre en œuvre pour non seulement exploiter le potentiel disponible, mais aussi pour mieux utiliser les ressources existantes et assurer leur affectation aux priorités nationales de développement.

Le renforcement des processus de planification du développement et l'établissement de cadres de financement holistique sont essentiels à l'effort de mobilisation stratégique et d'exploitation de ressources diverses pour atteindre les résultats du développement tels que préconisait par l'Agenda d'action d'Addis-Abeba. C'est pourquoi, l'UNCT, à travers le PNUD, envisage d'appuyer le

¹ République de Côte d'Ivoire : « Analyse Bilancielle du Cadre de Planification Stratégique et de Financement du Développement », PNUD, mars 2016.

gouvernement à réaliser l'évaluation du financement du développement (DFA), un exercice qui examinera les liens entre les priorités financières et les priorités nationales de développement. En particulier, l'évaluation aidera à fournir des recommandations pour l'établissement d'un cadre de financement national intégré.

OBJECTIFS :

Cette mission a pour principal objectif, d'une part, (i) de procéder au recueil de données sur les flux financiers soutenant le développement de la Côte d'Ivoire, aussi bien domestiques qu'internationaux, publics que privés et, d'autre part, (ii) de déterminer, à travers les échanges avec les principaux acteurs (publics et privés), les principaux goulots d'étranglement du cadre de financement du développement national, les défis et de définir les recommandations pouvant permettre d'y remédier. Enfin, il s'agira aussi (iii) de formuler des propositions pour élargir les bases du financement du développement de la Côte d'Ivoire y compris les financements innovants auxquels la CI est éligible et non sollicités à ce jour pour diverses raisons.

Les données et informations déjà recueillies dans le cadre de la formulation du PND et du Plan National de Réponse au COVID-19, etc. serviront de base pour compléter l'analyse.

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

Résultats attendus et Livrables

Sous la responsabilité générale du Conseiller Economique du PNUD et de l'Economiste du Bureau du Coordonnateur Résident, le consultant travaillera en étroite collaboration avec les Services de la Direction Générale de la Stratégie et de la Coordination de l'Aide (DGSCA), du Ministère du Plan et du Développement. Il aura les responsabilités suivantes :

1. Entreprendre des recherches sur les flux financiers, spécifiquement sur Le financement public – domestique (Recettes fiscales, recettes non fiscales, Autres revenus) et international (Aide publique au développement, Fonds concessionnels mondiaux, Autres flux officiels, ONG internationales) mais aussi le financement privé domestique (Emprunt du gouvernement, Investissements du secteur privé et crédit, Fonds de capital-risque, le secteur bancaire, mutualiste et microcrédit) et international (Investissement direct étranger, Partenariats public-Privé, Envois de fonds de la diaspora, Flux financiers illicites).
2. Évaluer le cadre national de financement intégré (CNFI) en Côte d'Ivoire, y compris la cohérence des politiques et le leadership dans la mise en œuvre et la localisation des objectifs de développement durable. Il examinera le Cadre institutionnel de pilotage du développement.
3. Analyser les politiques de financement opérationnel (et les Flux financiers) pour l'atteinte des ODD.

4. Etablir la cartographie exhaustive et faire une analyse des financements innovants dont la CI a déjà bénéficié et ceux auxquels elle est éligible, identifier les conditions d'accès à ces financements et proposer à partir des contraintes et insuffisances un mécanisme de suivi de ces financements depuis le début du processus jusqu'à la décision.
5. Rédiger des recommandations avec des activités spécifiques pour élargir, diversifier et renforcer la coordination et les stratégies du financement pour le développement impliquant des acteurs multisectoriels.

Livrables et conditions de paiement / calendrier du consultant - DFA

Livrables / Produits	Dates d'échéance cibles	Montant
Rapport provisoire DFA selon la structure standard du DFA Guide méthodologique	10 avril 2022	60% de la valeur du contrat
Rapport final DFA de 80 pages maximum, plus annexes	30 avril 2022	40% de la valeur du contrat

Qualifications:

Education:

- Une maîtrise en administration publique, relations internationales, économie et sciences sociales au d'autres domaines connexes

Expérience:

- Au moins 7 années d'expérience professionnelle avec une indépendance croissante au sein d'une organisation internationale ;
- Expérience dans les domaines des finances publiques, de la révision des budgets, des dépenses publiques, du financement du développement, des investissements privés et / ou des instruments financiers innovants ;
- Compréhension démontrée des questions de politique de fond dans le domaine du financement du développement, des finances publiques ou de la coopération économique et du développement ;
- Connaissance spécialisée des problèmes de développement, en particulier des problèmes de coopération économique et de développement, des problèmes de financement du développement et des domaines connexes dans les pays en développement du monde et en particulier dans les régions africaines et / ou arabe ;
- Expérience de la réalisation d'examens et d'analyses dans des domaines connexes et de la production de rapports d'examens de grande qualité et d'une excellente connaissance des outils de collecte, d'analyse et de statistiques des données ;
- Des compétences quantitatives et économétriques avancées et une expérience des outils d'analyse de données connexes constituent un avantage.

Langue:

- Excellentes compétences écrites et orales en anglais et en français.
- Une bonne connaissance pratique d'une autre langue officielle de l'ONU est un avantage.

Compétences techniques:

- Excellent sens d'orientation client et des compétences interpersonnelles et capable de communiquer efficacement à tous les niveaux de l'organisation ;
- Capable de travailler dans un environnement soumis à des pressions extrêmes avec des délais extrêmes, en gérant de nombreuses tâches simultanément ;
- Capacité à gérer la complexité et à gérer les problèmes confidentiels et sensibles de manière responsable et mature ;
- Aptitudes analytiques impeccables et capacité de rechercher, d'analyser et de bien rédiger et de présenter de manière convaincante ;
- Exerce le plus haut niveau de responsabilité ;
- Excellent joueur d'équipe, projetant une image positive et prêt à assumer un large éventail de tâches afin de créer un environnement favorable, en se concentrant sur les résultats obtenus pour le client et en répondant positivement aux commentaires ;
- Partage volontaire des connaissances et de l'expérience et contribution aux domaines de pratique du PNUD (par exemple, connaissances documentées, initiatives de création d'une communauté de pratiques) ; et
- Compréhension du système, des opérations et des structures des Nations Unies - cela implique de faire preuve d'une conscience politique vive, notamment en ce qui concerne les principes d'efficacité et de transparence du développement.

Compétences d'entreprise:

- faire preuve d'intégrité et d'équité en présentant les valeurs et les normes éthiques de l'ONU / PNUD ;
- Faire la promotion de la vision, de la mission et des objectifs stratégiques de l'ONU / PNUD ;
- Faire preuve de sensibilité et de faculté d'adaptation aux différences culturelles, de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge.

Durée du travail

Le consultant travaillera pendant 21 jours. Il y a une possibilité d'extension du contrat.

Lieu d'affectation

Cette mission est basée à Abidjan. Le PNUD couvrira les frais de voyage du consultant et les arrangements de voyage seront pris conformément aux règles et règlements du PNUD.

Les critères d'évaluation technique

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note maximum	Consultants				
			A	B	C	D	E
1.	Qualification et expérience	40					
2.	Plan de travail	10					
3.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	50					
	Total	100					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1		Points maximum	Consultants				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience							
1.1	Diplômes et références clés	20					
1.2	Expertise avérée dans le domaine de l'élaboration de stratégies, politiques	20					
Total		40					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
Total		10					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 3		Points maximum	Consultants				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
3.1	La proposition montre-elle une compréhension générale de l'activité à mener ?	10					
3.2	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent et une structure précise des résultats attendus ?	10					
3.3	La présentation est-elle claire et la succession des activités ainsi que leur planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution des tâches ?	10					
3.4	Le Plan d'exécution (Chronogramme) des tâches est-il précis et cohérent ?	10					
3.5	La proposition intègre-t-elle la dimension genre dans l'ensemble de sa démarche	10					
Total		50					